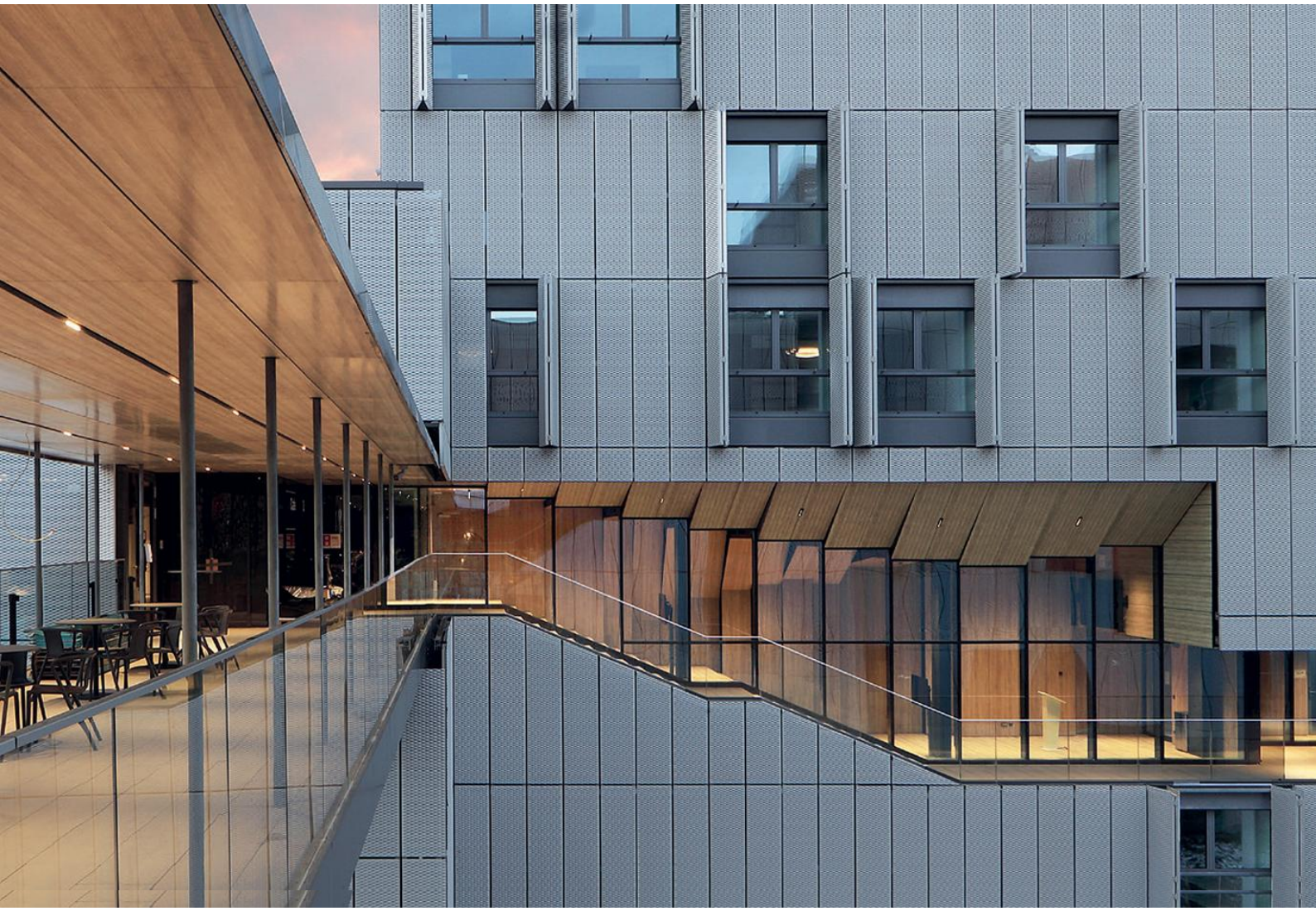
metal. suisse

ZUKUNFT BAUEN
CONSTRUIRE L'AVENIR
COSTRUIRE IL FUTURO



Pérspective de la session d'automne 2026

Date de publication: 14.11.2026

Légende

= Soutenir = sous surveillance = Refuser

Conseil national

22.09.26

24.3961 Motion Aeschi (V/ZG)
Renforcement de la lex Koller
Etat : Planifié au Conseil national

Position: metal.suisse rejette la motion et le retour à la « Lex Friedrich » qu'elle implique. Un durcissement de la Lex Koller entraverait les investissements et affaiblirait l'attractivité de la Suisse en tant que site d'implantation. Ce n'est pas là un moyen approprié pour créer des logements supplémentaires. Pour créer une nouvelle offre de logements, il convient plutôt d'accélérer les procédures d'autorisation et de limiter les possibilités de recours.

erg. 23.09.26

24.3965 Motion Tuosto (S/VD)
Adapter les voies routières et ferroviaires nationales aux aléas climatiques et météorologiques
Etat : Planifié au Conseil national

Position: metal.suisse reconnaît la nécessité d'agir face au réchauffement climatique. Il est urgent de réaliser dès maintenant des investissements rapides afin de rendre nos infrastructures plus résilientes. C'est pourquoi metal.suisse soutient cette motion. Il est important que les infrastructures soient préparées à faire face non seulement aux futures vagues de chaleur, mais aussi à d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, tels que la grêle ou les fortes précipitations.

erg. 23.09.26

24.4040 Postulat Wasserfallen (RL/BE)
Fonds alimenté par le supplément. Financer les infrastructures énergétiques à long terme et sur une base solide
Etat : Planifié au Conseil national

Position: metal.suisse reconnaît la nécessité d'agir pour promouvoir à long terme nos infrastructures énergétiques. Toutefois, le financement de toutes les infrastructures énergétiques par le biais du fonds de contribution au réseau n'est pas la bonne solution. La redevance de réseau devrait être clairement limitée à la promotion des énergies renouvelables, afin d'augmenter la production d'électricité à faible émission de CO2. C'est d'ailleurs ce qu'avait prévu le peuple en acceptant la loi sur l'approvisionnement en électricité. Une extension des infrastructures subventionnées risquerait en outre d'entraîner une augmentation des redevances de réseau. Cela constituerait une charge supplémentaire, en particulier pour les entreprises industrielles grandes consommatrices d'énergie.

erg. 23.09.26

24.4099 Motion Nordmann (S/VD)
Valoriser localement les excédents momentanés d'électricité pour accélérer la décarbonisation, soulager les réseaux électriques et consolider l'approvisionnement hivernal
Etat : Planifié au Conseil national



erg. 24.09.26

24.4371 Motion Dandrès (S/GE)
Pour que les rénovations ne soient pas un prétexte à des loyers abusifs
Etat : Planifié au Conseil national



Position: metal.suisse reconnaît la problématique des résiliations pour logement vacant et le défi qui en découle pour les locataires. Une restriction du droit de propriété n'est toutefois pas la bonne mesure à prendre dans ce cas. La mise en œuvre de cette motion risquerait au contraire d'entraîner un arrêt des travaux de rénovation. C'est pourquoi cette motion doit être rejetée.

erg. 28.09.26

24.4237 Motion Brenzikofer (G/BL)
Centrales nucléaires. Pas de durée d'exploitation supérieure à 60 ans
Etat : Planifié au Conseil national



Position: metal.suisse rejette la motion. Les centrales nucléaires n'ont pas de date d'expiration fixe. L'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) contrôle régulièrement la sécurité des installations existantes. C'est pourquoi les centrales nucléaires devraient pouvoir fonctionner tant qu'elles sont considérées comme sûres. Si cette motion venait à être mise en œuvre, trois des quatre centrales nucléaires existantes devraient être mises hors service au cours des dix prochaines années. Cela risquerait d'entraîner d'énormes déficits dans la production d'électricité, qui ne pourraient guère être compensés dans un délai aussi court et ne pourraient être comblés que par une augmentation des importations. De même, la construction d'une nouvelle centrale nucléaire est irréaliste dans un tel délai, malgré une éventuelle levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales.

erg. 01.10.26

25.479 Initiative parlementaire Golay (V/GE)
Trop de bureaucratie ! Pour un grand ménage dans les lois et ordonnances
Etat : Planifié au Conseil national



Position: metal.suisse soutient l'initiative parlementaire. Il est nécessaire de réexaminer régulièrement la nécessité et la pertinence des réglementations existantes. Cela pourrait constituer un moyen approprié de lutter contre une bureaucratie excessive.

Conseil des États

14.09.26

23.4078 Motion Sollberger (V/BL)
Soutenir les entreprises formatrices
Etat : Planifié au Conseil des Etats



Position: metal.suisse salue cette motion, car elle renforce l'attractivité des métiers d'apprentissage. Le système de formation en alternance en Suisse est un modèle de réussite et constitue le fondement de l'attractivité de notre pays. C'est précisément dans les métiers d'apprentissage qu'il existe aujourd'hui une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. C'est pourquoi la Confédération doit garantir l'égalité des chances dans ce domaine. Cela ne sera possible que si les métiers d'apprentissage bénéficient de mesures de soutien équivalentes à celles accordées aux parcours universitaires.

15.09.26

25.3902 Motion Vincenz-Stauffacher (RL/SG)
Instauration d'une déclaration obligatoire pour les PFAS
Etat : Planifié au Conseil des Etats



Position: metal.suisse suit de près les développements actuels concernant les PFAS et reconnaît les risques qu'ils présentent pour l'environnement et la santé humaine. Les PFAS concernent presque tous les secteurs d'activité ; il est donc important de trouver une approche adaptée afin de protéger au mieux les personnes et l'environnement sans pour autant entraver trop fortement l'activité économique des entreprises.

15.09.26

25.3906 Motion Rechsteiner (M-E/AI)
PFAS. Pour des valeurs limites assorties de mesures d'accompagnement réalistes
Etat : Planifié au Conseil des Etats



15.09.26

26.3897 Motion Würth (M-E/SG)
PFAS. D'abord légiférer, ensuite appliquer le droit
Etat : Planifié au Conseil des Etats



16.09.26

25.482 Initiative parlementaire Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie Conseil national (CEATE-N)
Imputer les pertes des achats d'électricité aux tarifs d'approvisionnement de base
Etat : En commission du Conseil des Etats



28.09.26
29.09.26
30.09.26

26.023 Objet du Conseil fédéral
Paquet « Stabilisation et développement des relations Suisse-UE (Bilatérales III) »
Etat : Fin des discussions en commission du Conseil des Etats



Position: metal.suisse reconnaît la nécessité d'actualiser les relations bilatérales avec l'UE. Des relations stables et fiables entre la Suisse et l'UE sont dans l'intérêt des deux parties. metal.suisse porte notamment un regard positif sur l'accord sur l'électricité. Il n'en reste pas moins qu'une analyse approfondie ainsi qu'un débat politique et sociétal sur les répercussions précises des nouveaux accords s'imposent désormais.

01.10.26

25.3746 Motion Graf (G/BL)
Taxe à la source sur tous les PFAS
Etat : Planifié au Conseil des Etats



01.10.26

25.3865 Motion Moser (GL/ZH)
Réduire progressivement les PFAS. Définir des trajectoires de réduction et des mesures sectorielles
Etat : Planifié au Conseil des Etats



01.10.26 Ständerat

25.3868 Motion Crevoisier Crelier (S/JU)
Restreindre l'autorisation des PFAS aux usages essentiels
Etat : Planifié au Conseil des Etats



01.10.26

26.4043 Motion Gmür-Schönenberger (M-E/LU)
Sécurité juridique des projets pilotes pour simplifier la construction ("type de bâtiment E")
Etat : Planifié au Conseil des Etats



Position: metal.suisse soutient cette motion. Elle renforce la sécurité juridique pour les projets pilotes qui respectent le principe du type de bâtiment E et consolide la collaboration entre la Confédération, les cantons et les organismes spécialisés et de normalisation compétents.

Lex deux chambres

16.09.26 Conseil national
17.09.26 Conseil des Etats
evtl. 21.09.26 Conseil des Etats
evtl. 23.09.26 Conseil national

25.057 Objet du Conseil fédéral
Loi sur les installations électriques (Accélération de l'extension et de la transformation des réseaux électriques). Modification
Etat : Fin des discussions en commission du Conseil national



Position: metal.suisse soutient la présente loi sur l'électricité, car elle réduit les obstacles au développement des réseaux électriques et renforce la flexibilité nécessaire. Cela est important pour accroître la production nationale d'électricité et promouvoir les énergies à faibles émissions de CO_2.

16.09.26 Conseil national
17.09.26 Conseil des Etats
evtl. 21.09.26 Conseil des Etats
23.09.26 Conseil national
28.09.26 Conseil des Etats

25.058 Objet du Conseil fédéral
Redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations RPLP. Perfectionnement. Révision partielle LRPL
Etat : Fin des discussions en commission du Conseil national



Position: De manière générale, metal.suisse soutient les efforts de la Confédération visant à transférer le transport de marchandises de la route vers le rail au moyen de taxes incitatives. L'industrie sidérurgique suisse serait inconcevable sans un transport ferroviaire fonctionnant correctement. Or, on constate une détérioration croissante des conditions dans le secteur du transport ferroviaire. Les modifications apportées aux conditions d'utilisation de CFF Cargo entraînent une hausse considérable des coûts pour les entreprises et posent des défis logistiques croissants, en particulier aux producteurs. Les ajustements apportés à la RPLP sont certes bienvenus, mais ils interviennent à un moment inopportun dans ce contexte. Il conviendrait plutôt d'améliorer d'abord les conditions du transport ferroviaire avant de créer des obstacles supplémentaires pour le transport routier.

14.09.26 Conseil des Etats
16.09.26 Conseil national
evtl. 17.09.26 Conseil des Etats
evtl. 24.09.26 Conseil national
28.09.26 Conseil des Etats

26.033 Objet du Conseil fédéral
Accord de libre-échange entre les États de l'AELE et le Mercosur. Approbation
Etat : Fin des discussions en commission du Conseil des Etats



Position: metal.suisse se félicite de l'accord de libre-échange conclu avec le Mercosur. En tant que petit pays doté d'une économie forte, la Suisse a besoin de relations commerciales aussi libres que possible. C'est précisément en cette période de protectionnisme international croissant qu'il est donc nécessaire que la Suisse diversifie autant que possible ses échanges commerciaux.

Impressum

metal.suisse
Viaduktstrasse 8, Case postale, 4010 Basel
Téléphone +41 61 202 94 54
info@metalsuisse.ch
www.metalsuisse.ch
LinkedIn